

Point de Presse du Conseil d'Etat

12 décembre 2012

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Région transfrontalière	4
Plan climat : vers une approche à l'échelle du Grand Genève	4
Genève-Confédération	5
Genève adhère à la Convention sur l'harmonisation de l'informatique policière en Suisse	5
Enregistrement de l'état civil et registre foncier : oui réservé aux modifications du code civil	5
Interopérabilité du réseau ferroviaire : oui à l'harmonisation avec les directives de l'Union européenne	6
Genève	7
Révision du financement de l'assainissement des eaux.....	7
Augmentation de la redevance sur l'incinération et introduction d'une redevance sur le stockage en décharge contrôlée	7
Les TPG ont engagé quarante chômeurs en 2012.....	8
Conseiller administratif de la Ville de Genève et administrateur des TPG : mandats incompatibles	9
Protection de la personnalité à l'Etat de Genève : procédure améliorée.....	9
Logements, activités et commerces en vue à Vernier	10
Modifications de zones à Pregny-Chambésy.....	10
Vente d'un bien immobilier au profit d'un fonds destiné aux étudiants.....	11
Lutte contre les addictions : transfert de compétences au DARES entériné.....	12
Approbation des comptes 2011 de la CAP	12
Aide et soins à domicile : tarifs des prestations de l'IMAD pour l'année 2013	12
Soutien à diverses institutions culturelles	13
Aide financière à la fondation Intégration pour tous	14
Soutien à l'Association pour le patrimoine industriel.....	14
Soutien au futur Centre nature du vallon de l'Allondon.....	15
Subvention accordée à Pédibus-Genève	15
Adhésion de Russin au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire	16
Entrée en vigueur de lois	17
Agenda des invitations à la presse	18

Région transfrontalière

Plan climat : vers une approche à l'échelle du Grand Genève

En réponse à une [motion](#) demandant l'élaboration d'un plan climat régional, le Conseil d'Etat confirme l'engagement de Genève dans la protection du climat à l'échelle régionale.

Un plan climat a pour objectif d'identifier sur l'ensemble d'un territoire les activités responsables d'émissions de gaz à effet de serre, puis de proposer des actions coordonnées visant à diminuer ces émissions. Le Grand Conseil a adopté, le 19 avril 2012, une [modification de la loi sur l'action publique en vue d'un développement durable \(Agenda 21\)](#), fixant comme objectif la réalisation du premier plan climat cantonal d'ici 2014.

A l'échelle du « Grand Genève », la commission environnement du Comité régional franco-genevois (CRFG) s'est saisie, dès 2010, de la problématique climatique et a lancé l'élaboration d'un schéma de cohérence climat-énergie-air territorial (abrégié « SC²ET »), soit un plan climat régional.

Le SC²ET, en cours de réalisation, mettra en cohérence les actions « climat-air-énergie » engagées dans l'ensemble de la région afin de passer d'initiatives éparses, engagées au coup par coup, à une politique climat-énergie cohérente, concertée et ambitieuse à l'échelle de l'agglomération. Les premiers résultats sont attendus courant 2013.

Pour toute information complémentaire : Mme Sophie Meisser, attachée de direction, direction générale de l'environnement, DIME, ☎ 022 388 81 61.

Genève-Confédération

Genève adhère à la Convention sur l'harmonisation de l'informatique policière en Suisse

Le Conseil d'Etat a décidé d'adhérer à la convention administrative liant la Confédération et les cantons et visant à harmoniser l'informatique policière en Suisse.

Elaboré en 2011 sous l'égide de la Conférence suisse des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), cet accord tend, dans le cadre du concept de « sécurité combinée » au niveau national, à favoriser les échanges d'informations et les collaborations entre les diverses forces de police. Ce programme suppose le développement uniformisé de nouvelles applications informatiques ou l'adaptation conjointe d'applications existantes, de même que l'unification des données saisies et des procédures de saisie, ainsi que le déploiement d'une plateforme d'échange de renseignements.

Les domaines suivants sont particulièrement concernés par cette mutualisation de l'information : armes et traçabilité des armes, biométrie et, à l'avenir, toute documentation en lien avec la formation policière (supports de cours, *e-learning*, etc.), notamment.

Outre les échanges primordiaux d'informations en matière policière, on attend de la mise en œuvre de cette convention une diminution des coûts générés par la gestion des données, une amélioration qualitative de l'activité de la police et des collaborations accrues entre les divers partenaires sécuritaires actifs en Suisse.

Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 26.

Enregistrement de l'état civil et registre foncier : oui réservé aux modifications du code civil

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation du Département fédéral de justice et police relative à une [modification du code civil \(enregistrement de l'état civil et registre foncier\)](#).

En ce qui concerne la modification relative à l'enregistrement de l'état civil, le Conseil d'Etat adhère au but poursuivi, qui est de réorganiser l'exploitation et le futur développement du registre informatisé de l'état civil (Infostar). Il regrette néanmoins que le projet soumis à la procédure de consultation ne tienne pas compte des négociations entre le comité de la conférence des autorités cantonales de surveillance de l'état civil et l'Office fédéral de la justice, ainsi que des cinq conditions qui avaient été posées par les cantons (droit de participation des cantons, non-dépassement des coûts actuels, transparence des coûts, garantie du support et séparation de la haute surveillance et de l'exploitation l'Infostar).

S'agissant du registre foncier, le Conseil d'Etat salue la volonté d'optimiser la fiabilité des données par l'introduction du numéro AVS et de poursuivre sa modernisation par le biais de la création d'un index national des propriétaires. Il émet en revanche des réserves quant à la faculté de confier à un organisme responsable

de droit privé la réalisation d'applications en relation avec l'accès aux données du registre foncier informatisé selon une procédure en ligne.

Pour toute information complémentaire :

- sur l'enregistrement de l'état civil : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11 ;

- sur le registre foncier : M. Edi Da Broi, directeur-conservateur du registre foncier, DU, ☎ 022 546 61 25.

Interopérabilité du réseau ferroviaire : oui à l'harmonisation avec les directives de l'Union européenne

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation lancée par l'Office fédéral des transports (OFT) en vue de la mise en œuvre des directives de l'Union européenne (UE) sur l'interopérabilité et la sécurité du réseau ferroviaire.

Genève salue la volonté de la Confédération de faciliter l'accès international au réseau ferroviaire suisse en l'harmonisant avec les normes et les techniques européennes. Globalement favorable aux modifications proposées, le Conseil d'Etat estime toutefois que ces dernières devraient être clairement définies.

En ce sens, le Conseil d'Etat soutient l'interopérabilité de la future [liaison Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse \(CEVA\)](#).

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Révision du financement de l'assainissement des eaux

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur les eaux, qui révisé le mode de financement de l'assainissement des eaux.

Aujourd'hui, le financement des systèmes publics d'assainissement des eaux (réseau primaire, propriété de SIG, et réseau secondaire, propriété des communes) ne respecte pas le principe de causalité « pollueur = payeur » institué par le droit fédéral, car les coûts sont largement supérieurs aux recettes provenant des taxes causales. Il s'ensuit qu'une part importante des coûts du réseau secondaire est supportée par l'impôt communal.

Le projet de loi permet une mise en conformité avec la législation fédérale et assure un financement durable de l'assainissement des eaux. Il prévoit l'adaptation des taxes existantes – la taxe d'épuration et la taxe de raccordement – et propose un nouveau mode de financement pour le réseau secondaire d'assainissement, dont l'instauration d'une taxe incitative pour préserver la perméabilité des sols.

Cette révision devrait également faciliter la construction de nouveaux logements grâce à l'autofinancement des futurs équipements publics d'assainissement des eaux. Les moyens financiers prévus permettront de garantir un système d'assainissement des eaux performant et bien entretenu, répondant aux besoins futurs de l'agglomération tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Annexes : [présentation PowerPoint](#) ; [questions fréquentes](#).

*Pour toute information complémentaire : M. Alain Wyss, directeur du service de la planification de l'eau, DIME,
☎ 079 311 18 26.*

Augmentation de la redevance sur l'incinération et introduction d'une redevance sur le stockage en décharge contrôlée

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets fixant la redevance sur l'incinération à 25 francs par tonne contre 21 francs actuellement, et introduisant une redevance sur le stockage en décharge contrôlée de 2 francs par tonne dès le 1^{er} janvier 2013.

Cette modification réglementaire est nécessaire, d'une part, afin de compenser la baisse des tonnages réceptionnés à l'usine des Cheneviers due à la prise en charge par l'usine de Tridel à Lausanne, dès le 1^{er} janvier 2013, des déchets de plusieurs communes de la Côte jusqu'ici traités à Genève. Elle permettra, d'autre part, d'absorber l'augmentation des charges liées à l'exploitation des trois espaces de récupération (ESREC) cantonaux.

Les redevances sur l'incinération et la mise en décharge des déchets alimentent le fonds cantonal de gestion des déchets, qui sert à financer la politique incitative du Conseil d'Etat en matière de tri et de recyclage des déchets. Concrètement, le fonds finance les ESREC, la collecte des déchets spéciaux ménagers (médicaments périmés, seringues, etc.) dans les pharmacies, la formation à la gestion des déchets des enfants et adolescents genevois ainsi que la promotion du tri et la sensibilisation à la gestion des déchets de la population et des entreprises.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Du Pasquier, chef du secteur déchets, service de géologie, sols et déchets, DIME, ☎ 022 546 70 94.

Les TPG ont engagé quarante chômeurs en 2012

Dans sa réponse à un courrier relatif à la politique d'engagement menée par le canton de Genève et ses établissements publics, le Conseil d'Etat rappelle qu'il s'attache à donner la priorité, à compétences égales, aux personnes domiciliées dans la région. Il indique en particulier les dispositifs d'embauche existants qui permettent à des personnes en recherche d'emploi au plan local d'être réinsérées. Les synergies entre l'office cantonal de l'emploi et les collectivités publiques, qui mettent des postes au concours, ont encore été renforcées ces dernières années.

Ces pratiques ne suffisent cependant pas à pourvoir l'ensemble des postes dans certains domaines spécifiques, tels que celui de l'ingénierie des transports. En effet, le renouvellement local des ingénieurs n'est pas assuré car certaines hautes écoles comme l'EPFL ont abandonné progressivement cette formation, pourtant plus que jamais indispensable pour organiser les déplacements. Consciente de ce déficit, la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD) à Yverdon a créé cette année une nouvelle filière en ingénierie des transports. Une pépinière de nouveaux diplômés, qui ne seront cependant sur le marché qu'à moyen terme.

Quant aux Transports publics genevois (TPG), signataires de la Charte de l'emploi, ils donnent également, à compétences égales, la priorité à des candidatures de personnes résidant en Suisse et à Genève. L'intensification de la collaboration mise en place avec l'office cantonal de l'emploi leur a permis d'embaucher dix-huit personnes en 2010, vingt en 2011 et quarante en 2012.

Cependant, le recrutement du personnel de conduite, qui est soumis à des contraintes d'horaires fortes et à un grand stress, repose sur des critères de sélection très rigoureux basés sur des dispositions légales et médicales contrôlées par des médecins agréés par l'Office fédéral des transports (OFT). Bon nombre de candidatures sont ainsi écartées.

Or, l'augmentation de l'offre de transport de 34% entre 2011 et 2014 prévue par l'actuel contrat de prestations qui lie l'Etat aux TPG oblige la régie à employer un nombre important de conducteurs. Les TPG emploient aujourd'hui 1826 conducteurs, dont 541 travailleurs frontaliers (26,9%), sans l'apport desquels les TPG ne seraient pas en mesure de respecter les objectifs fixés par le contrat, ni d'assurer le service aux usagers.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

Conseiller administratif de la Ville de Genève et administrateur des TPG : mandats incompatibles

Le Conseil d'Etat a constaté par arrêté qu'en sa qualité de conseiller administratif de la Ville de Genève, M. Rémy Pagani ne remplit plus les conditions de nomination au sein du conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG) pour la période du 8 décembre 2012 au 31 mai 2014.

Cette constatation se fonde sur l'adoption par le Grand Conseil, le 12 octobre 2012, de la [loi modifiant la loi sur les Transports publics genevois du 21 novembre 2012 \(LTPG\)](#). Suite à un amendement de députés, la loi comprend en effet un nouvel article 11, alinéa 3, selon lequel les membres du conseil d'administration des TPG ne peuvent siéger dans un exécutif communal ou cantonal, à l'exception du membre désigné par l'Association des communes genevoises (ACG). Dès lors, un membre du Conseil administratif de la Ville de Genève ne peut plus siéger au sein du conseil d'administration des TPG.

L'arrêté pris à cet égard par le Conseil d'Etat est susceptible de recours. Il est cependant exécutoire immédiatement.

Le Conseil d'Etat relève en outre avoir invité le Conseil administratif de la Ville de Genève à proposer la désignation d'un nouveau représentant au sein du conseil d'administration des TPG, choisi à l'extérieur de l'exécutif de la Ville de Genève.

Au sens de la loi, les membres du conseil d'administration, désignés par le Conseil d'Etat, l'Association des communes genevoises et le Conseil administratif de la Ville de Genève, sont notamment chargés de faire rapport à leurs autorités cantonale ou municipale sur la gestion des TPG et l'activité du conseil d'administration (article 12 LTPG). Le Conseil d'Etat relève à cet égard que la Ville de Genève ne subit donc aucun préjudice du fait de la modification des qualités de sa représentation au sein du conseil d'administration.

*Pour toute information complémentaire : M. Michaël Flaks, directeur général de l'intérieur, DIME,
☎ 022 327 96 03.*

Protection de la personnalité à l'Etat de Genève : procédure améliorée

Le Conseil d'Etat a adopté une refonte du règlement relatif à la protection de la personnalité à l'Etat de Genève (RPPers). Cette dernière est assurée par le [Groupe de confiance](#), instance qui peut être saisie par tout membre du personnel en cas de conflit relationnel sur son lieu de travail ou s'il s'estime victime d'une atteinte à la personnalité, de harcèlement psychologique ou sexuel.

Le remaniement du RPPers fait suite à un rapport d'évaluation externe du Groupe de confiance rendu en mars 2011. Sa nouvelle mouture clarifie la pratique et les divers rôles du Groupe de confiance en phase informelle. Il renforce le droit d'être entendu des parties, améliore la procédure et permet à l'autorité d'engagement de saisir le Groupe de confiance pour clarifier des faits. Il permet enfin au Groupe de confiance de connaître le suivi donné à ses recommandations et à ses rapports d'investigation.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sophie de Weck Haddad, responsable du Groupe de confiance,
☎ 022 546 66 90.*

Logements, activités et commerces en vue à Vernier

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant des limites de zones sur le territoire de la commune de Vernier, en vue de la création d'une zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée), située entre la route de l'Usine-à-Gaz et les chemins du Château-Bloch et Henri-De-Buren.



D'une superficie d'environ 11'721 m², le périmètre du déclassement concerne quatre parcelles situées en zone villas (489, 495) et en zone industrielle et artisanale (2616 et 2615). Les parcelles 495 et 2616 sont actuellement occupées par des places de stationnement au bénéfice des Services industriels de Genève (SIG). La parcelle 489, quant à elle, est divisée en lopins cultivés propriété de l'Association genevoise du Coin de terre. La parcelle 2615, appartenant à la Ville de Vernier, est occupée par un bâtiment industriel accueillant une activité sportive entouré par des jardins cultivés.

L'objectif principal du projet de loi est de permettre la construction d'un programme de logements, d'activités et de commerces offrant un potentiel de plusieurs dizaines d'habitations.

Afin de réaliser cet objectif, un échange de terrain entre la Ville de Vernier et la Fondation Emile-Dupont a eu lieu, qui permettra la construction de ces logements par la Fondation et d'un équipement public par la Ville de Vernier dans le secteur identifié par le plan directeur de quartier de la Concorde (secteur A). Ce dernier est fortement soumis aux nuisances (bruit routier) et peu propice au développement d'un programme de logements.

Le projet de modification des limites de zones est conforme au plan directeur cantonal mis à jour en 2010, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010 (voir [point de presse du 7 octobre 2010](#)) et par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 31 mars 2011 (fiche n° 2.03 relative à la densification de la 5^e zone et fiche n° 2.5 relative au déclassement ponctuel en vue de changements d'affectation de la zone industrielle). Il est également conforme au plan directeur communal de Vernier, adopté le 3 avril 2007, qui encourage la mixité entre logements et activités ainsi que la densification de ce secteur au travers de son déclassement en 3^e zone de développement.

L'enquête publique ouverte du 20 janvier au 20 février 2012 a donné lieu à deux lettres d'observations. Le Conseil municipal de Vernier a par ailleurs préavisé favorablement ce dossier le 2 octobre 2012. La procédure visant à l'adoption du présent projet de loi peut être poursuivie.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Modifications de zones à Pregny-Chambésy

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant des limites de zones sur le territoire de la commune de Pregny-Chambésy en vue de la création d'une zone 4B (zone rurale destinée principalement aux maisons d'habitation et à des activités ne générant pas de nuisances), d'une zone 4B protégée, de deux zones de développement 4B et d'une zone des bois et forêts, et de l'abrogation d'une zone de développement 4B protégée, situées au chemin de Valérie / route de Pregny, au lieu-dit « Chambésy-Dessus ».



Le périmètre concerné, d'une superficie totale de 53'100 m², est situé de part et d'autre du chemin de Valérie et à l'ouest de la place de Chambésy. Le projet de loi porte sur deux secteurs distincts du point de vue de l'occupation du sol.

D'une superficie de 26'250 m² et situé au sud-ouest, le premier périmètre concerne des parcelles situées en zone agricole. Le projet de modification des limites de zones vise à transformer la zone agricole en zone 4B. Cela permettra le remplacement d'une serre par une résidence destinée à l'ambassadeur des Etats-Unis. Une autre partie de la zone agricole deviendra zone de bois et forêts, conformément à la situation actuelle constatée de nature forestière. Ce projet de loi garantit ainsi la permanence d'une pénétrante de verdure et la qualité de l'ensemble paysager.

Le second périmètre, situé au nord-est et qui s'étend sur 26'850 m², concerne des parcelles situées en zone de développement 4B protégée. Le projet de loi vise à abroger la zone de développement 4B protégée au profit d'une zone 4B protégée ordinaire, correspondant à l'affectation effective du sol du centre du village de Pregny-Chambésy et présentant une valeur patrimoniale. Pour les parcelles voisines, actuellement en zone de développement 4B protégée mais dont les constructions sont récentes, le projet propose l'abandon de la protection, avec la création d'une zone de développement 4B.

Ce projet de loi est conforme aux objectifs du [plan directeur cantonal 2015](#) (dont la version mise à jour a été approuvée par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010, voir [point de presse du 7 octobre 2010](#)), qui mentionne sur ce secteur des pénétrantes de verdure à développer en relation avec le village de Pregny-Dessus et la commune du Grand-Saconnex. Le périmètre de la modification des limites de zones se situe à proximité du secteur de Tournay, qui est défini comme périmètre d'extension urbaine dans le projet de [plan directeur cantonal 2030](#). Ce dernier a notamment pour objectif de gérer l'évolution des villages, soit une densification ponctuelle des noyaux villageois et une utilisation optimale de la zone à bâtir.

Le plan directeur communal de Pregny-Chambésy, adopté par le Conseil municipal le 22 mai 2007 puis approuvé par le Conseil d'Etat le 25 juillet 2007 (voir [point de presse](#)), indique que des aménagements des espaces publics seront engagés et les centralités renforcées dans le secteur nord. Le secteur sud-ouest est, quant à lui, inventorié comme une zone dont les qualités paysagères sont à préserver.

L'enquête publique ouverte du 27 avril au 30 mai 2012 n'a donné lieu à aucune observation. Le Conseil municipal de Pregny-Chambésy a par ailleurs préavisé favorablement ce dossier le 16 octobre 2012. La procédure visant à l'adoption du présent projet de loi peut être poursuivie.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Vente d'un bien immobilier au profit d'un fonds destiné aux étudiants

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi autorisant l'Université de Genève à aliéner un appartement de trois pièces situé sis dans un immeuble résidentiel de la commune de Morges.

Par testament olographe du 2 janvier 2008, feu M. Marcel Eugène Compagnon, décédé le 12 septembre 2010, a légué l'appartement en question à l'Université de Genève, en vue de l'attribution de bourses ou de récompenses aux étudiants méritants de la faculté des lettres. Afin de respecter les vœux du légataire, l'Université souhaite aliéner le bien légué et utiliser ainsi le produit de la vente pour alimenter un fonds institutionnel existant.

La valeur du bien légué, selon une expertise du 21 juin 2012, est de 515'000 francs. L'Université a reçu plusieurs offres pour l'achat de l'objet immobilier en cause. Le prix de 550'000 francs porté dans le présent projet de loi correspond au montant de la meilleure offre reçue.

Par ailleurs, ce dossier a été examiné par le groupe de politique foncière du département de l'urbanisme le 16 novembre 2012. Ce dernier n'a formulé aucune objection à l'aliénation de cette parcelle par l'Université.

Pour toute information complémentaire : M. Fabio Zanasco, secrétaire général adjoint, DU, ☎ 022 327 94 13.

Lutte contre les addictions : transfert de compétences au DARES entériné

Le Conseil d'Etat a modifié la loi sur la création d'un fonds destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie (LFLD) et le règlement instituant une commission consultative en matière d'addictions (RComAdd).

Ces modifications entérinent un transfert de compétence en matière d'addictions et de prévention contre la toxicomanie du département de la solidarité et de l'emploi (DSE) au département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES). Ce changement permet d'améliorer la cohérence de la politique publique dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé.

Pour toute information complémentaire : Prof. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 04.

Approbation des comptes 2011 de la CAP

Le Conseil d'Etat a approuvé par arrêté le bilan et le compte d'exploitation au 31 décembre 2011 de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels de Genève (CAP). Dans son arrêté, le Conseil d'Etat réitère que la CAP doit se mettre en conformité avec les recommandations de l'expert agréé LPP ([loi sur la prévoyance professionnelle](#)) et avec les dispositions fédérales actuelles en matière de financement des institutions de prévoyance de droit public.

L'expert LPP indique dans son rapport annexé aux comptes de la CAP ne pas pouvoir attester que la cotisation prélevée par la caisse est suffisante pour financer le plan d'assurance actuel. Il invite dès lors la CAP à prendre des mesures de rééquilibrage. La révision de la [LPP](#) entrée en vigueur en janvier 2012 impose aux caisses de prévoyance publiques d'atteindre progressivement un taux de couverture de 80%, alors que celui de la CAP était à la fin 2011 de 77,9%.

Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 11.

Aide et soins à domicile : tarifs des prestations de l'IMAD pour l'année 2013

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Conseil d'Etat a fixé pour l'année 2013 les tarifs des prestations fournies par l'Institution de maintien, d'aide et de soins à domicile (IMAD) qui ne sont pas à charge de l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie. Ces tarifs sont inchangés par rapport à 2012 :

- Prestations d'aide au ménage : 30,10 francs par heure
- Coût unitaire des repas à domicile : 15,80 francs
- Forfait d'installation des appareils de sécurité : 141,10 francs par installation
- Tarif de location des appareils de sécurité : 32,55 francs par mois
- Tarif de location des appareils de sécurité à signalisation lumineuse : 13,35 francs par mois
- Tarif de l'aide aux familles : 15,05 francs par heure

- Tarif d'hébergement en unité d'accueil temporaire de répit (UATR), hors soins : 98,15 francs par jour
- Tarif de veille de nuit (aligné sur le tarif d'hébergement des lits UATR) : ... 98,15 francs par nuit

Pour toute information complémentaire : Mme Marie Da Roxa, directrice générale de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile, ☎ 022 420 20 00.

Soutien à diverses institutions culturelles

Le Conseil d'Etat a adopté le projet de loi accordant des aides financières pour les années 2013 à 2016 à cinq institutions actives dans le domaine de la musique, pour un montant total de 11,253 millions de francs en 2013 et de 11,320 millions de 2014 à 2016.

Les institutions bénéficiaires sont les suivantes :

- la fondation de l'[Orchestre de la Suisse romande](#) ;
- la fondation du [Concours de Genève](#) ;
- la fondation de l'[Orchestre de chambre de Genève](#) ;
- l'[association Contrechamps](#) ;
- l'[Association pour l'encouragement de la Musique impRovisée \(AMR\)](#).

Ce soutien marque l'engagement du canton en faveur d'une offre musicale de qualité, riche et variée à Genève mais aussi sa volonté de voir ces institutions développer leurs prestations musicales dans le cadre d'une politique culturelle coordonnée avec la Ville de Genève.

Deux augmentations modestes sont proposées dans le cadre de ce projet de loi (un total de 0,6% à partir de 2014) en faveur du Concours de Genève, d'une part, et de l'AMR, d'autre part. Le Concours de Genève est encouragé à diversifier ses prestations et à promouvoir ses lauréats, renforçant ainsi sa visibilité sur le plan international. L'AMR est soutenue dans son rôle en faveur des musiques actuelles et du jazz à Genève, en particulier dans la transmission de ces musiques.

L'offre musicale à Genève représente également des emplois pour les musiciens qui œuvrent avec passion pour offrir des prestations musicales de grande qualité. De même, les jeunes comme les musiciens en formation continueront de bénéficier des différentes programmations, ateliers ou stages proposés.

Le gouvernement a adopté un second projet de loi, accordant pour les années 2013 à 2016 des aides financières d'un montant annuel total de 7,052 millions de francs de 2013 à 2016 aux cinq institutions suivantes, actives dans le domaine du théâtre :

- la fondation du [Théâtre de Carouge – Atelier de Genève](#) ;
- la Fondation d'art dramatique de Genève ;
- la fondation [Am Stram Gram Le Théâtre](#) ;
- la fondation des [Marionnettes de Genève](#) ;
- l'association du [Théâtre du Loup](#).

Ce projet de loi intègre les principaux axes de la politique culturelle de l'Etat, à savoir: la diversité culturelle, l'accès des citoyens genevois et de la région aux arts de la scène, la formation et l'emploi de comédiens et d'artisans, la diffusion des créations locales. Il fait suite à la loi 10296 du 23 janvier 2009 concernant les années 2009 à 2012.

Le soutien accordé à ces cinq institutions permet de répondre aux attentes et à la curiosité des citoyens en veillant à ce qu'ils aient accès à une offre théâtrale riche et singulière.

Il vise aussi à favoriser l'insertion des jeunes professionnels sortant des écoles spécialisées et de la Haute école de théâtre de Suisse romande (HETSR) et l'emploi des artistes et artisans confirmés. Il permet en outre la valorisation des productions locales à l'extérieur des frontières cantonales et l'accueil de spectacles d'envergure européenne et internationale.

Enfin, le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ratifiant une convention d'objectifs et octroyant une aide financière annuelle de 297'000 francs pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016 à la Confédération des écoles genevoises de musique (musique, rythmique Jaques-Dalcroze, danse et théâtre) – CEGM.

Cette aide s'inscrit dans le cadre de l'article 16 de la loi sur l'instruction publique qui prévoit que la CEGM est mise au bénéfice d'une convention d'objectifs pluriannuels.

Selon la loi, la CEGM a pour principale mission de piloter et de coordonner la réalisation d'une palette d'enseignements de base. Elle doit veiller à corriger les inégalités de chance de réussite dans les quatre domaines considérés. Par son travail de coordination et de concertation entre les écoles accréditées, elle collabore avec le DIP dans la recherche d'une articulation optimale des enseignements de base dispensés dans les écoles accréditées et dans les établissements scolaires publics

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Aide financière à la fondation Intégration pour tous



Le Conseil d'Etat a accordé un montant de 190'000 francs pour l'année 2013 à la [fondation Intégration pour tous \(IPT\)](#).

Créée en 1972, cette fondation active dans plusieurs cantons suisses a pour objectif de contribuer à la réinsertion professionnelle de personnes atteintes dans leur santé ou en situation de handicap.

L'aide financière vise à soutenir la réinsertion des bénéficiaires de l'aide sociale au travers du processus IPT. La démarche d'insertion est personnalisée en fonction des besoins, ressources et limitations de la personne et comprend plusieurs phases : bilan professionnel, préparation à l'emploi, placement et suivi auprès de l'employeur. IPT se distingue par un très large réseau d'entreprises.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public C03](#), « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ».

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Soutien à l'Association pour le patrimoine industriel

Le Conseil d'Etat a accordé un montant de 149'900 francs pour l'année 2013 à l'[Association pour le patrimoine industriel \(API\)](#).

Fondée en 1979, cette association a pour but la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine industriel régional. Elle offre également des activités de réinsertion aux bénéficiaires de l'aide sociale.



L'aide financière vise à soutenir l'emploi de vingt-deux personnes en activités de réinsertion dans les sept pôles de son projet « [International Monotype Memory Project](#) » (IMMP). Ce projet culturel vise à sauvegarder la mémoire de l'imprimerie typographique au plomb et à préserver l'une des rares chaînes typographiques complètes encore visibles et en activité en Europe.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C03, « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ».

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Soutien au futur Centre nature du vallon de l'Allondon

Le Conseil d'Etat a décidé d'apporter son soutien à [Pro Natura Genève](#) pour le lancement de l'exploitation du Centre nature du vallon de l'Allondon au Domaine des Granges de Malval, sur la commune de Dardagny, destiné à sensibiliser et former un large public à la protection de la nature et du paysage.



Il est ainsi prévu d'allouer un montant global de 70'000 francs à Pro Natura Genève pour soutenir cet ambitieux projet, développé dans un périmètre regorgeant de richesses naturelles, tant floristiques que faunistiques. La création du Centre nature du Vallon de l'Allondon permettra à tout un chacun d'apprécier la beauté exceptionnelle du site, d'approfondir ses connaissances en la matière, tout en conservant et en améliorant les qualités biologiques et paysagères du site.

Le Conseil d'Etat souligne, par ailleurs, le travail remarquable effectué par Pro Natura Genève, tant dans ses efforts en matière d'éducation à l'environnement, que pour la préservation de la biodiversité en général.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, directeur de la biodiversité, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 01.

Subvention accordée à Pédibus-Genève

Le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer à Pédibus-Genève / Groupement cantonal des Associations de parents d'élèves du primaire (GAPP) une subvention de 30'000 francs pour l'année 2012.

Cette subvention est octroyée depuis plusieurs années afin d'encourager la sécurité et le recours à la mobilité douce des enfants sur le chemin de l'école et de conseiller les parents pour le développement de lignes Pédibus.

Pour toute information complémentaire : Mme Julie Barbey Horvath, ingénieure, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 92.

Adhésion de Russin au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire

Le Conseil d'Etat a validé la délibération du Conseil municipal de la commune de Russin qui, dans sa séance du 16 octobre 2012, a accepté l'adhésion de la commune au [Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire \(GIAP\)](#).

Le GIAP assure la gestion du parascolaire depuis 1994. L'interaction avec les communes permet de pratiquer une politique de proximité, de répondre de manière différenciée aux besoins exprimés par les collectivités locales et d'ajuster l'offre à la demande.



Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 25.11.2012, modifiant la loi organisant la commission de conciliation en matière de baux et loyers (E 3 15) (L10890)	Grand Conseil	Samedi 15 décembre 2012

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
13 décembre 14h00	Politique de lutte contre les cambriolages	Poste de police de Lancy-Onex 55, route du Pont-Butin 1213 Onex	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49
31 décembre 8h00	Commémoration officielle de la restauration de la République	Promenade de la Treille	CHA	Aline Staerkle ☎ 022 327 95 30